



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

**SOCIÉTÉ PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE**

**ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE DE REGULARISER SA SITUATION  
ADMINISTRATIVE ET DE SUSPENDRE SON ACTIVITE DE SABLAGE DANS L'ENCEINTE DE  
L'ETABLISSEMENT SITUÉ A LONGLAVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

N° 2010 /163

**Vu** le livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L. 514-2 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2007-139 du 30 novembre 2007 autorisant la société PIMEST à poursuivre l'exploitation d'une partie des activités exercées précédemment par la société EUROGEP à LONGLAVILLE ;

**Vu** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré à la société PIMEST ANTICORROSION en date du 14 septembre 2009 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DRIRE, aujourd'hui intégrée dans la DREAL, en date du 28 septembre 2009 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 4 mai 2010 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2010.118 du 28 mai 2010 ;

**Vu** le signalement des émissions de poussières dues à l'activité de sablage pratiquée à l'air libre par la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE ainsi que des bruits gênants produits par cet établissement, effectué par un adjoint au maire de la commune de LONGLAVILLE auprès de l'inspection des installations classées le 28 octobre 2010 ;

**Vu** les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL lors de la visite de contrôle de des installations exploitées la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE, le 28 octobre 2010 ;

**Considérant** que la société PIMEST ANTICORROSION a reconnu pratiquer dans l'enceinte de son établissement industriel de LONGLAVILLE une activité de sablage à l'air libre ;

**Considérant** que cette installation non respectueuse de l'environnement est visée par la rubrique 2575 de la nomenclature des installations classées et qu'elle n'est pas autorisée par l'arrêté n° 2007-139 du 30 novembre 2007 ;

**Considérant** que la société PIMEST ANTICORROSION exerce irrégulièrement cette activité au regard de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

*Adresse postale* : Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1, rue Préfet Claude Erignac – Co 60031 – 54038 NANCY CEDEX  
Téléphone : 03 83 34 26 26 – Fax : 03 83 34 52 34

*Accueil du public* : 6, rue Sainte Catherine 54000 NANCY

**Considérant** le comportement laxiste de l'exploitant dans l'exploitation de son établissement de LONGLAVILLE constaté à plusieurs reprises par l'inspection des installations classées ;

**Considérant** les dangers et inconvénients générés par le non respect des dispositions précitées pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société PIMEST ANTICORROSION, dont le siège social se situe sur le territoire de la commune de LONGLAVILLE, au Pôle Européen de Développement, est mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'activité de sablage exercée à la même adresse, en déposant, dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, une demande dans les formes prévues à l'article R.512-47 du Code de l'Environnement.

### **Article 2 :**

La société PIMEST ANTICORROSION doit, dès notification du présent arrêté, suspendre toute activité de sablage dans l'enceinte de son établissement de LONGLAVILLE jusqu'à la décision du Préfet relative à la demande de régularisation administrative.

### **Article 3 :**

Faute pour l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues au livre V Code de l'Environnement.

### **Article 4 :**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **article 5 :**

M. le Secrétaire Général de la préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

Monsieur le directeur de la Société PIMEST

Et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de LONGLAVILLE

NANCY, le 24 NOV. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
  
François MALHANCHE